



**PRÉFET  
DE L'YONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2025- 0240**

**du 15 JUIL. 2025**

**portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière  
dont bénéficie la société MATERIAUX ROUTIERS FRANCILIENS - DLB  
sur le territoire de la commune de PONT SUR YONNE**

Le Préfet de l'Yonne,

**VU** le code de l'environnement, notamment son article L.181-14 ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux exploitations de carrières, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**VU** le schéma départemental des carrières de l'Yonne, approuvé par arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0227 du 12 juin 2012 autorisant la société MATÉRIAUX ROUTIERS FRANCILIENS à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Pont sur Yonne ;

**VU** le courrier du 26 octobre 2023 de la société MATÉRIAUX ROUTIERS FRANCILIENS – DLB, dont le siège social est au 10 carrefour du général de Gaulle à Bonneuil-sur-Marne, demandant la prolongation de l'exploitation de la carrière sur le territoire de la commune de Pont-sur-Yonne ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 6 juin 2025 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'installation faisant l'objet de la demande de renouvellement est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications de l'installation envisagées par la société MATÉRIAUX ROUTIERS FRANCILIENS - DLB portent sur :

- le renouvellement de la durée d'exploitation de la carrière pour une durée de 6 ans afin de terminer l'exploitation du gisement compte tenu d'un rythme d'extraction inférieur à celui initialement prévu par arrêté du 12 juin 2012 susvisé, avec réduction de la production annuelle ;
- la cessation partielle d'activité avec remise en état des parcelles de section ZA 55, 56, 57, 58, 93, 94, 130 et 131 ;
- la modification du phasage d'exploitation et du montant des garanties financières se rapportant à chacune des phases d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications préconsidérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du code de l'environnement, ni la consultation de l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;

**CONSIDÉRANT** que la société MATÉRIAUX ROUTIERS FRANCILIENS - DLB a présenté, en date du 26 octobre 2023, un porter-à-connaissance pour prolonger l'exploitation de la carrière qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Pont-sur-Yonne pour une durée de 6 années supplémentaires ;

**CONSIDÉRANT** qu'avec la modification du phasage d'extraction, les garanties financières doivent être mises à jour ;

**CONSIDÉRANT** que le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que cette demande de modification n'engendre pas de nuisances ou inconvénients supplémentaires ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> - Identification**

La société MATÉRIAUX ROUTIERS FRANCILIENS – DLB, dont le siège social est situé au 10 carrefour du Général de Gaulle – 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE, qui est autorisée à exploiter une carrière située quai des Veuves – 89140 PONT-SUR-YONNE, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

## **Article 2** - Liste des installations modifiées

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0227 du 12 juin 2012 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	Cadence d'extraction maximale de 50K tonnes/an	A
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	La surface de l'aire de transit est d'environ 9 000 m <sup>2</sup>	D

## **Article 3** - Situation de l'établissement

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0227 du 12 juin 2012 susvisé est remplacé par le suivant :

Communes	Parcelles
Pont sur Yonne	Section A n°s 28 à 30, 76 à 78, et section ZA n°s 75 à 76, 34 à 37, 59 à 70, 74, 86 à 92, et chemin

Les parcelles n°s ZA 55, 56, 57, 58, 93, 94, 130 et 131 sont retirées du périmètre d'exploitation.

## **Article 4** - Surfaces de l'emprise du renouvellement et de la cessation d'activité

Les parcelles concernées par l'emprise du renouvellement et par la cessation d'activité sont représentées **en annexe 1**. Les surfaces se déclinent ainsi :

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro de la parcelle	Contenances Cadastres (m²)	Surfaces actuellement autorisées (m²)	Surfaces demandées (m²)	Surfaces restant à exploiter (m²)
Pont sur Yonne	A	Ile de Sixte	28	2 359	2 359	2 359	0
			29	228	228	228	0
			30	1 714	1 714	1 714	0
		Les basses veuves	76	2 090	2 090	2 090	0
			77	1 130	1 130	1 130	0
			78	1 130	1 130	1 130	0
	ZA	Ile de Sixte	75	12 410	12 410	12 410	10 915
			76	13 625	13 625	13 625	10 293
		Les basses veuves	34	15 214	15 214	15 214	446
			35	18 296	18 296	18 296	294
			36	5 700	5 700	5 700	0
			37	1 490	1 490	1 490	0
			55	12 767	12 767	/	/
			56	10 882	10 882	/	/
			57	16 524	16 524	/	/
			58	13 280	13 280	/	/
			59	2 322	2 322	2 322	0
			60	2 225	2 225	2 225	0
			61	4 870	4 870	4 870	0
			62	12 803	12 803	12 803	0
			64	21 360	21 360	21 360	1 597
			65	4 266	4 266	4 266	0
			66	2 527	2 527	2 527	0
			67	21 697	21 697	21 697	83
			69	1 676	1 676	1 676	0
			70	192	192	192	0
			74	264	264	264	0
			86	688	688	688	0
			87	231	231	231	0
			88	352	352	352	0
			90	941	941	941	0
			91	645	645	645	0
			92	126	126	126	0
			93	962	962	/	/
			94	915	915	/	/
			130	7 167	7 167	/	/
			131	7 167	7 167	/	/
			chemin	3 772	3 772	2 585	0
Total				226 007	226 007	155 156	23 629

## Article 5 – Phasage

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0227 du 12 juin 2012 est modifié comme suit :

« L'exploitation se déroule suivant le plan annexé au présent arrêté (annexe 1), en 1 phase restante, et conformément aux dispositions contenues dans le dossier de demande de modification des conditions de remise en état, en date du 26 octobre 2023 ».



Le tableau figurant à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0227 du 12 juin 2012 susvisé est remplacé par le suivant :

Phase	surface exploitée (en m²)	Volume extrait durant la phase (en tonnes)
1	environ 23 629 m²	100 000

#### **Article 6** - Durée de l'autorisation

L'article 1.4.1 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0227 du 12 juin 2012 est modifié comme suit :

« L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 6 ans à compter de la date du présent arrêté. »

#### **Article 7** - Capacité de production

L'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0227 du 12 juin 2012 est modifié comme suit :

Phase	Production annuelle maximale (en tonnes)	Production annuelle moyenne (en tonnes)
1	50 000	17 000

#### **Article 8** - Garanties financières

L'article 1.6.2 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCPP-2012-0227 du 12 juin 2012 est modifié comme suit :

« Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase :

Phase (durée)	Surface des infrastructures (S1 en ha)	Surface exploitée et découverte (S2 en ha)	Linéaire des berges (L en m)	CR en € T.T.C.
situation actuelle (fin 2023)	3,27	2,16	731	218 212
phase 2 (fin 2028)	2,17	0,96	718	137 687

Les montants ci-dessous ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 844,3 correspondant au mois de juillet 2023.

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5. »

#### **Article 9** – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société MATÉRIAUX ROUTIERS FRANCILIENS - DLB.

#### **Article 10** - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- 2° Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre chargé de la transition écologique d'un recours hiérarchique. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

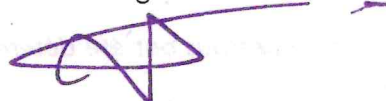
#### **Article 11** – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Madame la Sous-préfète de Sens
- Monsieur le Maire de Pont-sur-Yonne,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé,
- Madame la Directrice départementale des territoires,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre-Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **15 JUL. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Secrétaire générale



Pauline GIRARDOT

